

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES



Communiqué de presse

COP30 : un sommet qui échoue à protéger le climat et les travailleurs et travailleuses

Réunie à Belém, au cœur de l'Amazonie, la 30^e Conférence des Nations unies sur le climat (COP30) devait marquer un tournant historique. Le franchissement du seuil de +1,5 °C, les épisodes climatiques extrêmes et les dix ans de l'Accord de Paris exigeaient des décisions fortes.

Pourtant, les États ont une nouvelle fois préféré les compromis à minima aux mesures nécessaires pour préserver le climat et les populations. L'incendie frappant les pavillons de pays africains au sein de l'enceinte des négociations a d'ailleurs été un bien triste emblème de l'abandon des pays les plus vulnérables à leur sort.

La déclaration finale, dite *Mutirão mondial*, n'inclut pas de feuille de route pour la sortie des énergies fossiles, dont la combustion est responsable de 90 % des émissions mondiales. Malgré les efforts de plusieurs pays, les grandes puissances productrices ou consommatrices – Chine, Inde, Arabie saoudite, Russie – ont bloqué toute avancée concrète. La présence record de plus de 1 600 lobbyistes des industries fossiles illustre la mainmise des intérêts privés sur les négociations climatiques.

Côté financement, les pays du Nord refusent toujours d'assumer leurs responsabilités historiques. Alors que le Sud a besoin de 1 300 milliards de dollars par an d'ici 2035, sous forme de subventions non remboursables, pour s'adapter au dérèglement climatique, les États riches se contentent de réaffirmer des promesses très inférieures et appliquent des coupes dans les budgets nationaux d'aide publique au développement. Les demandes légitimes des pays les plus vulnérables – tripler les financements d'adaptation d'ici 2030 – ont été repoussées à 2035, sous la pression de l'Union européenne et du Japon.

Quelques avancées existent, notamment la création d'un mécanisme mondial pour une transition juste, revendication portée de longue date par les organisations syndicales et leur Confédération internationale (CSI). Mais elles restent largement insuffisantes face à l'urgence écologique et sociale, notamment l'absence de règles claires de gouvernance, assurant un pouvoir de décision aux syndicats et à la société civile organisée.

La COP30 a aussi permis de réaffirmer que le multilatéralisme et la science sont indispensables à la lutte contre le changement climatique, une réponse nécessaire à la sortie

RELATIONS PRESSE CONFÉDÉRALES



des USA de Trump de l'accord de Paris et à sa politique de la terre brûlée. Mais sans mesures concrètes fortes, elle restera comme une occasion manquée.

Les gouvernements ont préféré protéger les profits des multinationales plutôt que les travailleurs et travailleuses, les territoires et les générations futures. Pour la CGT, il est plus que jamais nécessaire de construire une véritable transition écologique, fondée sur la justice sociale, l'investissement public, la reconversion des emplois et la planification démocratique. La lutte pour un avenir soutenable ne peut plus attendre. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à payer l'inaction climatique des États et des multinationales !

Montreuil, le 26 novembre 2025